

Multiples visages des États-Unis d'Europe vers les années 1860* par Patrick Pasture**

L'absence de paix

En 1853 Leopold von Ranke, le 'parrain' de l'historiographie scientifique, préconisait qu'il ne serait plus possible de dresser les nationalités les uns contre les autres et que la guerre ne serait plus concevable, puisque toutes les nations d'Europe appartenaient au même Concert de l'Europe – la première organisation européenne, précurseur en quelque sorte de l'Union européenne¹.

Je cite souvent cette prévision de Ranke pour illustrer que les historiens ne sont pas nécessairement les meilleurs futurologues, même pas les meilleurs observateurs de leur propre époque. Mais des historiens aussi divers que Georges-Henri Soutou et Henri Kissinger ont partagé une même amétropie en décrivant le dix-neuvième siècle, après le Congrès de Vienne, comme un long siècle de paix. Pourtant à la fin du mois de juin 1853 des troupes russes occupèrent les principautés danubiennes sous suzeraineté Ottomane. La guerre de Crimée n'impliquait non pas seulement l'empire russe et l'empire ottomane, mais entraînait aussi la France, la Grande-Bretagne, et la Sardaigne. Par ailleurs elle avait des conséquences capitales pour la Prussie et l'empire autrichien. L'année précédente les Français avaient couronné Charles-Louis-Napoléon Bonaparte comme nouvel empereur de la France. Comme son parrain Napoléon

* Ce texte reprend quelques thèmes élaborés plus en détail dans mon livre Patrick Pasture, *Imagining European Unity Since 1000 AD*, Houndmills, Basingstoke, Palgrave-Macmillan, 2015, pb. 2017. Je limite les références aux sources citées et quelques publications récentes.

** Université de Leuven

¹ Leopold von Ranke, *Über die Epochen der neueren Geschichte*, München/Leipzig 1921 (orig. 1854), p. 143.

Ier, il imaginait de restaurer la puissance française en Europe et dans le monde, une ambition qui n'échappa à personne et qui provoqua bien des inquiétudes dans les divers capitaux. D'autre part, le royaume prussien rêvait de créer un vaste état allemand en milieu de l'Europe. En 1866 il battait l'Autriche, étape décisive dans le processus dite d'unification allemande; la tension restait intense pendant que l'empire autrichien connut de problèmes internes qui menaient au Compromis de 1867 qui transforme l'empire en la double-monarchie d'Autriche-Hongrie. En 1870 les troupes prussiennes marchaient dans les rues de Paris et Guillaume Ier fut couronné Empereur de l'Allemagne «unifiée» à Versailles, ultime humiliation semant le grain des deux guerres mondiales.

Il est clair que système du Concert, créé au Congrès de Vienne et qui consistait d'une combinaison de l'équilibre des pouvoirs, une ébauche d'institutionnalisation diplomatique et de droit d'intervention, qui mettait la responsabilité de la stabilité politique internationale aux mains des monarques, ne parvenait pas à garantir la paix, encore moins un minimum de 'justice'. La situation explosive invitait des intellectuels, politiciens, experts en droit international et autres pacifistes à imaginer d'autres moyens de faire face aux dangers et de créer des alternatives.

La paix par le commerce

La stratégie de promouvoir la paix par le commerce, déjà suggérée par Emeric Crucé et autres au dix-septième siècle, est sans doute la plus audacieuse et, dans une certaine perspective du moins, la plus réaliste stratégie d'établir la paix: réaliste dans la mesure où (à l'initiative de Richard Cobden, Charles Bright et Michel Chevalier) elle fut effectivement mise en opération, d'abord en 1860 par la Grande-Bretagne et la France, puis par la plupart des pays européens, créant un vaste marché commun basé sur des accords douaniers bilatéraux. Il sera d'ailleurs suivi d'une union monétaire. L'idée d'un marché commun comme base économique restera un élément clé des projets d'une sorte d'union européenne, même si l'idée, tellement attirante jusqu'aujourd'hui, dans la pratique échouait spectaculairement, comme l'avait très bien prédit et anticipés Jean-Jacques Rousseau et, d'une toute autre façon, Johann Gottlieb Fichte. En effet, malgré les échanges commerciales, l'interpénétration et l'interdépendance des économies, les tensions internationales montaient de pair, menant à des guerres qui peut-être peuvent apparaître restreintes dans la perspective du vingtième siècle mais qui furent lourdes de conséquences, comme la guerre austro-prussienne de 1866 ou la guerre franco-allemande de 1870, pour ne pas mentionner les guerres balkaniques. Si une intégration économique et

commerciale reste un fondement des projets d'unification européenne jusqu'aujourd'hui, ce n'est sans doute pas tellement parce que ces relations et échanges commerciaux entraîneraient la paix mais plutôt leurs avantages économiques évidents.

C'est d'ailleurs la nécessité d'élargir la base économique et commerciale comme condition de progrès et pour pouvoir faire face à la compétition économique, en particulier avec les États-Unis d'Amérique, qui inspirait un nombre d'auteurs particulièrement perspicaces, tel que Johann Gottlieb Fichte, Friedrich List et Konrad von Schmidt-Phiseldeck (bien étonnés de se trouver ensemble), dès la fin du dix-huitième - début dix-neuvième siècle, de promouvoir une concentration politique et économique, voire, comme dans le cas de von Schmidt-Phiseldeck dans les années 1820, de plaider pour une fédération européenne, un *europäische Bund* (1821), même à une échelle bien plus restreinte que le continent européen. Particulièrement von Schmidt-Phiseldeck voyait déjà les États-Unis d'Amérique comme une sorte de modèle autant qu'un danger imminent.

Une perspective libérale-nationaliste: les États-Unis d'Europe

Le concept d'États-Unis d'Europe a toutefois une autre origine. Il est en premier lieu formulé par des nationalistes progressistes ou libéraux (au sens américain du terme) comme Carlo Cattaneo et Victor Hugo en 1848. L'association entre nationalisme et européenisme peut apparaître surprenante aux yeux de ceux qui, d'une perspective présentiste et anachronique (et théoriquement douteuse), imaginent une contradiction entre une vision européeniste et le nationalisme. Pourtant, elle est essentielle pour bien comprendre ses origines. Nationalisme et européenisme allait de pair comme mouvements libérateurs: la nation constitue dans cette perspective le fondement de la république et le contraire au régime absolutiste. Ainsi le premier projet de constitution européenne fut rédigé par un militant nationaliste polonais, le scientifique et Wojciech Jastrzębowski, pendant la défense de Varsovie, plaçant pour une Europe sans frontières, soumis aux lois européens votés par un parlement européen librement élu². L'essentiel fut toujours l'association libre des nations dans une perspective libératrice et pacifique. Lemonnier, tout comme Cattaneo, Mazzini ou Hugo, soulignait en effet l'importance d'une union volontaire de nations dans une perspective nationaliste-libérale/démocrate. Lemonnier abordait la question de la paix en Europe plus dans une perspective légaliste, comme méthode plus

² Wojciech Jastrzębowski, *Traktat o Wiecznym Przymierzu Miedzy Narodami Ucywilizowanymi: Konstytucja dla Europy* [Traité sur l'union éternelle entre les nations civilisées: une Constitution pour l'Europe], Warsaw 1831.

radicale et profonde, comparée à des mesures de pacification et d'arbitration qui étaient développées dans les milieux juridiques et pacifistes.

C'est par ailleurs cette même orientation qui animait la Ligue internationale de la Paix – dès 1870 appelée Société française pour l'arbitrage entre les nations – animé par Frédéric Passy, qui dans les années 1880 également plaidait pour une sorte d'union européenne. Elle partageait non seulement une orientation pacifique et une certaine idée d'une Europe unie ainsi qu'une approche institutionnelle et juridique, mais aussi le dilemme commun: une unification de quoi et de qui?

Le concept d'États-Unis d'Europe en effet restait assez vague, et il faut se méfier de la référence aux États-Unis d'Amérique. Certainement les États-Unis de von Phiseleck dans les années 1820 était bien loin de cette de 1867. Ce n'est que qu'en 1848, après la guerre avec le Mexique que le territoire américain deviendra le «parallélogramme magnifique» (T.H. Benton) qu'on reconnaît encore aujourd'hui. Mais on était loin d'une occupation réelle des territoires à l'ouest du Mississipi: de vastes terres restaient inconnues, inorganisées et ne seraient institutionnalisées en états que plus tard dans le siècle. Plus important, la guerre civile de 1860-65 redéfinit la nature des institutions et compétences des états et de la confédération. Il reste à déterminer dans quelle mesure les entrepreneurs des États-Unis d'Europe comprenaient la nature des États-Unis et s'inspiraient de ses réalités.

Dans son ouvrage-clé *Les États-Unis d'Europe* (1872) Lemonnier présente les États-Unis comme modèle pour l'Europe. Il explique en effet le système fédéral constitutionnel et le compare à la réalité de l'Europe³. Mais sa présentation reste théorique, et problématique sous certains égards. Le fait même que son ouvrage ne contient aucune référence à la guerre civile américaine est illustratif, mais c'est surtout sa présentation des états comme véritables nations autonomes qui surprend – elle fait plutôt penser à une «fédération helvétique» à plus grande échelle:

Chacun de ces États est une nation à part; chacun a ses frontières, chacun son parlement, chacun son gouvernement, ses magistrats, sa police, ses finances, son drapeau, chacun est régi par des lois qu'il fait lui-même. Notons ce point fort essentiel: chacun a sa milice, aucun n'a d'armée. Quelque différence qu'il y ait entre eux de richesse, de forces, de population, de territoire, chaque État a sa pleine indépendance, sa pleine autonomie, chacun vit à sa guise et travaille en sécurité.⁴

³ Charles Lemonnier, *Les États-Unis d'Europe*, Librairie de la Bibliothèque Démocratique, Paris 1872, pp. 117-129 (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k114580t.r=lemonnier+%C3%A9tats-unis.langEN>).

⁴ Ivi, pp. 117-118.

Cette présentation reflète plutôt les idées «nationalistes» de l’auteur que les réalités américaines: tandis qu’on peut observer en Europe une «nationalisation» des identités régionales – transformant «paysans en Français» selon le titre du fameux ouvrage d’Eugen Weber, *Peasants Into Frenchmen* (1976) (pauvrement traduit en français comme *La fin des terroirs*) – il n’y avait rien de comparable aux Etats-Unis, où les identités politiques suivaient d’autres logiques, même si un sentiment nationaliste américain était sans doute moins développé qu’on ne l’imagine. Même si des identifications avec les états se formaient, à cause des populations mixtes et toujours en mouvement – entre autre à cause de l’immigration massive, en outre de l’Europe – il n’y avait rien de comparable à la «nationalisation» européenne (où les nations étaient en train de se former)⁵. Par ailleurs, l’histoire des États-Unis d’Amérique au dix-neuvième siècle restait toujours une histoire de conquête, qui d’ailleurs allait de pair avec des pratiques génocidaires sur la population «indienne». Bien entendu la référence aux États-Unis d’Europe n’impliquait rien de la sorte.

En réfléchissant sur les États-Unis d’Europe, une première question qui émerge concerne évidemment ses frontières extérieures. Dans son ouvrage sur *Les États-Unis d’Europe* Lemonnier reste vague – considérant surtout à la possibilité d’unir non seulement des républiques mais aussi des monarchies, de surmonter les oppositions dynastiques, cléricales ou religieuses ainsi que patriotiques ou nationalistes. Profondément républicain, il reste toutefois pragmatique. Les questions essentielles toutefois demeurent: est-ce que l’empire britannique est inclus? Apparemment oui – Lemonnier d’ailleurs réfère volontiers à l’historien britannique Sir John Robert Seeley, un autre important propagandiste d’une fédération européenne. Mais les vraies questions concernent la Russie et, d’avantage, l’empire ottoman. Lors des différents congrès des visions opposées furent exprimés.

Entre nation et empire

D’autre part ces États-Unis d’Europe seraient-elles vraiment une union d’états ou plutôt de nations, comme pour Hugo ou Cattaneo? La différence est de taille, mais moins évidente qu’on ne le croit souvent. L’Europe au dix-neuvième siècle est loin d’être composée d’états-nations: l’idéal politique dominant, contrairement aux idéaux nationalistes et républicains (et des idées ahistoriques de théoriciens politiques), demeure l’empire, réinventé certes, mais expansionniste néanmoins, non seulement en dehors de l’Europe, mais aussi

⁵ Une introduction dans Susan-Mary Grant, “State-Building and Nationalism in Nineteenth-Century USA”, John Breuilly (ed.), *The Oxford Handbook of the History of Nationalism*, OUP, 2013, pp. 395-414, DOI: 10.1093/oxfordhb/9780199209194.013.0020

dans le continent lui-même. L'empire, soit-il Napoléonien ou Bismarckien, reste bien plus important que l'autre alternative d'une fédération européenne (qui, comme nous venons de le souligner, n'est pas sans relation avec le nationalisme). Ce n'est que la deuxième guerre mondiale qui met fin aux ambitions impérialistes des pouvoirs européens (du moins pour le moment) – paradoxalement se tournant définitivement, nous semble-t-il, vers le modèle de l'état-nation – et donc pas vers la formule fédérative des États-Unis de l'Europe.

Pendant tout le dix-neuvième et la première moitié du vingtième siècle en effet, un idéal impérial qui respecte les différentes nations dans une association impériale, continue à attirer bien nombre d'auteurs, de poètes romantiques comme Novalis et Chateaubriand aux intellectuels ultramontains comme Joseph Görres et Gustav von Blome, de conservateurs nostalgiques comme le prince Karl Anton Rohan et Hugo von Hofmannsthal au comte Coudenhove-Kalergi voire à Winston Churchill après 1945⁶.

Plus important est sans doute le degré d'unité de cette fédération. Là surtout les idées divergent. Tandis que les propositions de Lemonnier restent pragmatiques, d'autres comme celle de Victor Hugo (du moins avant 1870) allaient bien plus loin. Le français proposa une Europe carrément Napoléonienne, avec une unité de langue, de monnaie et de mesure, avec comme capital, bien entendu, Paris – anticipant l'élargissement de «l'universalisme français» à l'Europe et à l'humanité toute entière.

L'historien anglais John Robert Seeley sans doute exprime le mieux la position fédéraliste radicale en plaçant pour un fédéralisme musclé, doté d'un appareil juridique centralisé et une force de frappe commune et forte. Avec Lemonnier il imagine cette Europe également comme ayant une dimension sociale autant que politique. C'est aussi la position du juriste James Lorimer, engagé dans une dispute fameuse avec son collègue suisse Johann Caspar Bluntschli qui, quant à lui, ne voit que des dangers dans une centralisation qui négligerait les traditions nationales. D'autre part une nouvelle génération de nationalistes «européens» (?) des années 1870 songent plutôt à des regroupements beaucoup plus limités que le continent entier comme l'*intermare* polonais ou pan-slavique (Adam Czartoryski; Miklós Wesselényi; Lajos Kossuth) voire une *Mitteleuropa* dominée par l'Allemagne (Paul de Lagarde, Constantin Frantz).

La référence à Seeley, connu surtout pour sa défense de l'Empire britannique, annonce cependant également un autre aspect, celle de l'impérialisme européen, qui deviendra en effet une des motivations principales

⁶ Sur l'héritage contemporain après la deuxième guerre mondiale voir dorénavant Marco Duranti, *The Conservative Human Rights Revolution European Identity, Transnational Politics, and the Origins of the European Convention*, OUP, 2017.

pour unir le continent européen. Cette motivation toutefois n'apparaissait pas encore – du moins pas pour autant que je sache – dans les débats du congrès de Genève en 1867. Néanmoins, bien que la dimension impériale deviendra essentielle dès le tournant du siècle, il y avait certainement des précurseurs. Parmi ceux-ci il y a notamment Victor Hugo, qui en 1879 prononça son fameux *Discours sur l'Afrique* où il exhortait ses auditeurs d'aller au Sud, d'aller 'civiliser' l'Afrique ou plutôt de la «prendre» afin de «refaire une Afrique nouvelle, rendre la vieille Afrique maniable à la civilisation» (...). Mais la «mission civilisatrice» européenne n'est pas purement générosité, loin de là:

Dieu donne la terre aux hommes, Dieu offre l'Afrique à l'Europe. Prenez-la. Où les rois apporteraient la guerre, apportez la concorde. Prenez-la, non pour le canon, mais pour la charrue; non pour le sabre, mais pour le commerce; non pour la bataille, mais pour l'industrie; non pour la conquête, mais pour la fraternité.⁷

En réalité cette lancée vers l'Afrique a comme motivation moins une grande mission civilisatrice (encore moins pacifique) qu'une réaction contre la montée spectaculaire des Etats-Unis: le danger américain dans les années 1880 motivera des réactions multiples de «défense», dont l'idée de créer un grand marché européen et africain, d'élargissement et de conquête de terres nouvelles – de créer du *Lebensraum*, analogue à la conquête américaine vers l'Ouest qui donne les États-Unis un tel avantage économique mais qui met en péril l'économie, le niveau de vie voire toute la civilisation européenne⁸.

À partir du tournant du siècle la «peur du jaune» s'ajoute à cette hantise américaine. Créer une sorte d'union européenne devient impératif, comme l'exprime Paul d'Estournelles de Constant, prix Nobel de la Paix en 1909, lors de révolte des Boxers pour «rester à la tête de la civilisation» et en occurrence «d'organiser la Chine»⁹. La perspective de «rester» voire de «sauver» la dominance de l'Europe deviendra une motivation importante pour soutenir l'idée d'une Europe unie tout au long du vingtième siècle jusqu'à l'indépendance algérienne en 1962.

Ce dernier aspect n'est pas souvent évoqué dans les histoires et commémorations de l'intégration européenne, ni celle de l'association entre nationalisme et européenisme évoquée plus haut. Ils étaient cependant essentielles et déterminent autant notre histoire que l'idée aussi réelle de mettre fin aux oppositions politiques européennes et de créer un espace pacifique, juste

⁷ Victor Hugo, 'Discours sur l'Afrique', 1879 (*Actes et Paroles*, Volume 4: www.gutenberg.org/etext/8490#sthash.8xGrzf8K.dpuf: 1879-II).

⁸ Sven Beckert, *American Danger: United States, Empire, Eurafrica, and the Territorialization of Industrial Capitalism, 1870–1950*, «American Historical Review», 122:4 (Oct. 2017), pp. 1137-1170.

⁹ Paul d'Estournelles de Constant, "La Chine et la diplomatie européenne", *Le Temps*, 7 juillet 1900.

et libre dans cet «appendice occidental de l'Asie» (Paul Valéry). Ceci dit, on n'a sans doute jamais approché ce rêve plus que les derniers vingt ans. Il serait sans doute sage de se rappeler des expériences du passé, dans toute leur complexité et ambiguïté.